

l'économie de développement à l'économie de  
transition l'analyse de la transformation  
postsocialiste

## **Introduction au chapitre :**

L'économie de développement est une discipline ancienne et une branche de la science qui analyse et étudie les problèmes majeurs que rencontrent les pays. Elle applique des techniques et moyens modernes pour pouvoir aider les pays les moins avancés à sortir de leur sous développement considéré comme leur plus grand maux possible.

L'économie de transition est une sous branche de l'économie de développement qui s'est imposée au lendemain de l'effondrement des régimes socialistes suite aux propositions des grandes institutions financières. Elle implique une dissolution des anciens rapports existants (ceux du socialisme) qui favorisaient l'interventionnisme étatique, et l'édification d'une économie de marché fonctionnelle axée sur les mécanismes de marché et la libre concurrence. Mais ce processus a entraîné de graves distorsions à contrario des résultats tant attendus par les réformateurs.

## **Section1 : L'ère du développement et la nécessité de transition vers l'économie de marché**

### **1) Genèse de l'économie de développement :**

L'économie de développement est l'une des branches de la science économique qui est à la fois ancienne puisqu'elle a débuté avec les travaux d'Adam Smith, considéré comme le pilier de la science économique moderne et chercheur notoire qui a tenté de démontrer dans ses travaux de grande envergure la nature et les causes de la richesse des nations dans un ouvrage paru en 1776; et au même temps une discipline nouvelle<sup>1</sup> qui a essayé de s'imposer à partir des années 1940-1950 et plus précisément après la seconde guerre mondiale, ou un bon nombre de pays désiraient rompre avec l'héritage du colonialisme et revendiquaient leur indépendance.

---

<sup>1</sup> Albert O. Hirschman « Grandeur et décadence de l'économie du développement », p725 In: Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 36e année, N. 5, 1981. pp. 725-744. Version française de "The rise and decline of development economics" paru dans Essays in trespassing economics to politics and beyond par Albert Hirschman Cambridge University Press 1981. Sur [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfec0\\_0769-0479\\_1995\\_num\\_10\\_1\\_970](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfec0_0769-0479_1995_num_10_1_970)

En effet les gouvernements de ces états se sont engagés dans la voie du développement à travers la mise en place d'une série de stratégies.

Cette discipline est d'une importance cruciale dans la mesure où elle nous permet de mieux comprendre et analyser les pays en marge en s'intéressant aux questions et difficultés de développement, aux relations entre pays, et aux différents systèmes sociaux<sup>1</sup>, et culturels que possède chaque Etat.

### **A) Les stratégies et tentatives de développement**

#### **a) Les stratégies de développement des années 1950-1990 :**

Après la dépression de 1929, et plus particulièrement pendant les années de guerre, chaque pays poursuivait une politique ayant pour ambition de sortir du sous développement.

L'économie de développement des années cinquante, soixante, soixante-dix recommandait l'interventionnisme étatique car il était jugé comme étant meilleur pour y faire face aux défaillances et imperfections des marchés.

Elle visait le rétablissement d'une croissance durable avec un minimum de déficit à travers la mise en place d'un ensemble de stratégies.

Parmi ces stratégies, nous citons la stratégie dite de « promotion des exportations » adoptée par quelque pays et qui consistait à produire des matières premières qui seront par la suite exporter vers les pays industriels avancés ou ils leur fournissent en échange des produits manufacturés<sup>2</sup>; d'autres choisissent plutôt la stratégie appelée « la substitution des importations »<sup>3</sup> qui formait un apport majeur de l'approche structuraliste, et nécessitait la formation d'un marché intérieur<sup>4</sup> à travers le remplacement des importations industrielles défaillantes par des productions nationales.

---

<sup>1</sup> Patrick Guillaumont « Déclin et renouveau de l'économie du développement », In: Revue française d'économie. Volume 10 N°1, 1995. pp 6-11 sur [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfec0\\_0769-0479\\_1995\\_num\\_10\\_1\\_970](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfec0_0769-0479_1995_num_10_1_970)

<sup>2</sup> Albert O. Hirschman, 1981, op. cite ; p732.

<sup>3</sup> Pierre Vayssière, « L'Amérique Latine de 1890 à nos jours », 1999. P99.

<sup>4</sup> Lyazid Kichou, Christian Palloix, « De l'économie du développement à l'économie de transition : une lecture de l'économie algérienne », Économie et institutions, N°15, 2eme semestre 2010, revue économie et institutions ; p63 sur <http://www.u-picardie.fr/CRIISEA>

Cette stratégie se basait sur un fort protectionnisme<sup>1</sup> qui s'apparente à travers la mise en place de restrictions quantitatives et de barrières tarifaires hautes de façon à promouvoir une industrie locale à l'abri de la concurrence étrangère (à l'aide d'une limitation des produits importés en favorisant les produits locaux).

L'« industrie industrialisante », constitue en effet une toute autre stratégie qui a suscité l'attention de plusieurs économistes et a été suivi par de nombreux pays comme a été le cas de l'Algérie<sup>2</sup> qui l'a appliqué dans l'industrie lourde.

À travers ces stratégies, des pays comme l'Amérique latine ou d'autres qui ont salué l'indépendance vers la fin des années 1960 comme ceux de l'Afrique, ajoutons à cela de nombreux pays socialistes qui devaient rompre avec l'économie centralement planifiée jugée comme étant inopérante et déficiente avaient la volonté de s'intégrer et de dépasser les pays occidentaux à tout prix ou du moins être à leur niveau.

Ces Etats voyaient dans « *le développement, la réponse à une question préoccupante qui est celle du sous développement.* » (Souraya Hassan Houssein, Christian Palloix ; 2003) ; un sous développement qui a longtemps été considéré comme le plus grand maux de ces pays.

**b) Les analyses du sous développement :** nombreuses et diverses théories tentent d'apporter leurs touches personnelles pour pouvoir analyser le sous développement.

Ce dernier<sup>3</sup> pouvait s'expliquer de différentes manières parmi lesquelles nous retenons l'interprétation suivante :

- L'existence de difficultés, obstacles et une désorganisation au niveau des marchés des pays moins avancés par rapport aux marchés des pays développés.

<sup>1</sup> Patrick Guillaumont, 1995, op, cite ; p13

<sup>2</sup> Concept introduit par DE BERNIS, l'idée de cet auteur est que certaines industries lourdes peuvent jouer un rôle de moteur dans le développement d'une économie. Il insiste sur le développement autocentré avec lequel un pays pourrait aboutir à de meilleurs résultats grâce à un développement interne au pays sans dépendre de l'extérieur et finalement grâce à une ouverture maîtrisée par l'état.

<sup>3</sup> Jean-Claude Berthélemy, Jean-Guy Devezeaux de Lavergne, Frédéric Gagey « L'économie du développement : Présentation générale », In: Économie & prévision. Numéro 97, 1991-1. L'économie du développement. P1 ; Valable sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr)

- Une production insuffisante, main d'œuvre incompétente et peu habile, des moyens de transport peu modernes avec des ressources limitées, la faiblesse des structures industrielles et de techniques développés du fait d'un manque ou d'un retard au niveau de la technologie.

Tous ces éléments provoquent des déséquilibres majeurs au niveau des pays les moins avancés comparés à ceux rencontrés par les pays développés qui ont été d'une courte période ajoutons à cela l'apparition des pénuries locales qui enfermeraient une quelconque économie dans un cercle vicieux de sous développement.

c) Les éléments primordiaux des théories de l'économie de développement et néo-marxistes quant au sous développement :

Les théories néo-marxistes et de l'économie de développement des années 60-80, ont fait valoir que le sous développement de la périphérie ne dépendait pas que de la faiblesse de leurs structures internes seulement mais résultait aussi du développement du centre qui exerçait sa prédation et prédominance sur la périphérie.

- ❖ En recourant aux travaux des économistes et chercheurs de très grande importance comme Christian Palloix et Souraya Hassan Hussein, Nous résumons ces dispositifs de domination qui renforcent ce sous développement perçu comme un retard de la manière suivante :

-L'existence des relations d'échange inégal entre le centre-périphérie. (Pays développés-pays sous développés)

-Le ciblage des investisseurs étrangers du centre<sup>1</sup> des meilleures ressources, opportunités de rente (agricoles, minières, énergétiques, etc), main d'œuvre bon marché existante dans les pays les moins avancés.

- et enfin les pays les moins avancés ont longtemps été connu par leur incapacité de parvenir à payer leurs dettes intérieurs et beaucoup plus extérieurs qui ne faisaient que s'amplifier de plus en plus entraînant avec elles le sous développement.

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire les pays industriels les plus avancés.

En conséquent, et face à cette situation « *le développement ne représentait que le développement du sous développement* » (FRANK A.G, 1970)<sup>1</sup>

De nombreuses critiques ont été faites à cette représentation du sous développement, surtout après l'accumulation des crises, l'enregistrement de résultats négatifs en matière de croissance pour les pays les plus avancés, l'effondrement des régimes socialistes et la nécessité de transition à l'économie de marché, une répartition des revenus inéquitable qui a favorisé une couche au détriment d'une autre ce qui pourrait être considéré comme un facteur de blocage et enfin de retard.

Ces critiques faisaient valoir que le développement devait être lié également au changement des structures internes, comportements et mentalités, à la mise en place d'un système et/ou appareil productif, ou bien à travers la formation d'une économie de marché fonctionnelle et le rôle que peut jouer un Etat fort dans un tel processus. (Souraya Hassan Houssein, Christian Palloix ; 2003)

### **B) Les deux prémisses fondamentales de l'économie de développement :**

Parmi les pionniers de l'économie de développement, nous citons *Hirschman* ; un économiste de renommé qui a tenté de présenter une typologie des analyses de l'économie de développement.

Sur le plan de la théorie économique, les diverses conceptions de cette discipline reposent toutes sur deux prémisses ou postulats fondamentaux : « *le rejet du mono -économisme* », et « *la réciprocité des avantages* ».

- 1) Le rejet du mono économisme soutient que : « *les pays sous-développés pris dans leur ensemble présentent un certain nombre de caractères économiques communs qui les distinguent de façon bien déterminée des pays industriels avancés et on ne saurait donc aborder l'étude des économies sous-développées sans modifier profondément sous un certain nombre de rapports importants les données de l'analyse économique traditionnelle axée sur les pays industriels<sup>2</sup>* ».

---

<sup>1</sup>Paru dans Souraya Hassan Hussein, Christian Palloix « de l'économie de développement à l'économie du changement institutionnel », CRIISEA- UPJV, Février 2003, pp3-6 sur [http://www.christianpalloix.com/pdf/communications/Hassan\\_Houssein\\_et\\_Palloix\\_De\\_l\\_economie\\_du\\_developpement\\_a\\_Perpignan\\_fevrier\\_2003.pdf](http://www.christianpalloix.com/pdf/communications/Hassan_Houssein_et_Palloix_De_l_economie_du_developpement_a_Perpignan_fevrier_2003.pdf)

<sup>2</sup> Albert O. Hirschman, 1981, op, cite; p726.

En bref le rejet du mono économisme implique que chaque pays a son environnement institutionnel propre à lui, son propre histoire, héritage, etc.

- 2) L'affirmation de la réciprocité des avantages : implique qu'« *il est possible de régler les rapports économiques entre les deux catégories de pays de manière qu'ils soient bénéfiques aux uns comme aux autres* »

**Tableau 1-1) : Typologie des théories du développement :**

***Mono-économisme***

	<b>affirmé</b>	<b>Nié</b>
<b>Réciprocité des avantages</b>	Economie orthodoxe (mainstream) <sup>1</sup>	<b>Economie du développement</b>
	Marx ?	Théories néo-marxistes

**Source:** Albert O. Hirschman, 1981, op, cite; p727.

En suivant la classification et le raisonnement de Hirschman nous proclamons que l'économie de développement à la hirschmanienne confirmait la réciprocité des avantages mais elle niait au même moment le mono-économisme. Et enfin pour ce qui est du mainstream, il affirmait à la fois le mono-économisme et la réciprocité des avantages. C'est ce que nous allons voir dans les pages qui suivent.

**C) La décadence de l'économie de développement des années 1960-1990 :**

Le déclin de l'économie de développement des années 1960-1980 s'apparente à partir des années 1990 après l'effondrement de l'économie centralement planifiée (socialisme) et la nécessité du passage au capitalisme qui était considéré comme étant le meilleur système de l'époque et sur qui on pouvait s'appuyer pour y faire face aux faiblesses de l'ancien régime (socialisme) et rectifier ses erreurs et les dégâts qu'a causé.

<sup>1</sup> Ou en d'autres termes l'économie de transition néolibérale.

A ce jour, une nouvelle économie de développement est née. Elle regroupe un ensemble d'analyses, et études aussi complexes les unes que les autres en allant de ceux des néoclassiques de transition vers les évolutionnistes, régulationnistes et enfin les institutionnalistes<sup>1</sup> vers la fin des années 1990.

## 2) La nature des économies postsocialistes : quelques réflexions méthodologiques et théoriques :

Nous nous interrogeons sur la nature des systèmes économiques issus du processus de changement postsocialiste avant de pouvoir analyser la transition.

Afin d'appréhender le processus de changement, deux systèmes rivaux s'opposent : le socialisme et le capitalisme.

Les pages qui suivent analysent la comparaison entre ces deux systèmes en abordant leurs points fondamentaux et tirent quelques conclusions jugées comme étant essentielles de l'expérience des dernières décennies.

### 2-1) La confrontation des deux systèmes :

L'Europe était partagée en deux blocs adversaires sur le plan du système politique, les droits de l'homme, de l'état de droit, de l'économie, de la liberté et enfin de l'idéologie. Ces deux blocs sont le socialisme et le capitalisme.

Il n'existait pas une troisième voie entre la dictature de l'Est et la démocratie de l'Ouest. Et du coup la nécessité de dépassement de ce régime autoritaire était primordial comme l'a signalé le général *De Gaulle* et qui était le premier à parler de la coopération et de l'unification de l'Allemagne et de l'Europe toute entière car selon lui, elles seules permettront au continent de régler sereinement ses propres problèmes.

---

<sup>1</sup> Qui ont longtemps critiqué la vision néolibérale de la transition et ont opté plutôt pour la transition instituée ou ils attachaient de l'importance aux institutions formelles et informelles comme variables primordiales dans la réussite du processus de transition d'un quelconque pays et au rôle majeur que peut jouer un Etat fort, c'est ce que nous allons voir dans le deuxième chapitre.

a) Les thèses qui permettent de faire la distinction entre le socialisme et le capitalisme :

Nombreuses études<sup>1</sup> et divers travaux de recherches ont été effectués à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle.

En effet, ces analyses mettent l'accent sur la nature du socialisme et le capitalisme, la distinction entre les deux et finalement les similitudes tout en avançant leurs avantages et inconvénients.

1) Les thèses qui plaident pour le socialisme :

Le socialisme avait pour objectif principal la réalisation des réformes et le dépassement du capitalisme à tout prix tout en promouvant l'interventionnisme étatique dans toutes les sphères économique-sociales, politiques ; un interventionnisme considéré comme étant le pilier d'une quelconque économie et qui a longtemps suscité l'attention des plus grands chercheurs économiques et politiques.

Ce système insistait sur l'importance de l'égalité sociale tout en critiquant la société bourgeoise du fait des inégalités qui favorisent des classes au détriment des autres (riches par rapport aux pauvres), caractéristiques du capitalisme ; un système considéré par les partisans du socialisme comme étant irrationnel car il a engendré beaucoup plus de dégâts, défaillances, de gaspillages, désordres sociaux<sup>2</sup> et enfin de problèmes qu'il en a résolu.

(Bernard Chavance, 1999)

Ces partisans (du socialisme) considèrent les marchés des économies capitalistes en grave déséquilibre et en anarchie totale.

Pour cela, ils jugent que le socialisme est le mode de coordination le plus optimum car il est basé sur une planification centralisée ; la propriété des entreprises, des moyens de production et des banques revient à l'Etat seul, qui va à son tour poursuivre une stratégie de développement ayant pour objectif l'industrialisation accélérée, et l'interdiction des IDE tout en favorisant l'investissement intérieur.

<sup>1</sup> Parmi lesquelles nous citons ceux de Bernard Chavance.

<sup>2</sup> Tels que le chômage et les crises

A travers sa rectification des failles du marché, et un interventionnisme étatique apte à surmonter les crises, le socialisme permettrait au pays de s'intégrer.

*1-1) L'organisation des activités dans une économie socialiste :*

Dans les économies socialistes, les activités économiques s'organisaient de manière hiérarchique (verticale), à travers une transmission des ordres à exécuter qui se faisait de haut en bas comme le montre le schéma ci-dessous, des autorités centrales de planification vers les ministères sectoriels et de ces derniers vers les directeurs des entreprises étatiques, et de ces directeurs vers les personnels<sup>1</sup> (Andreff Wladimir, 2002).

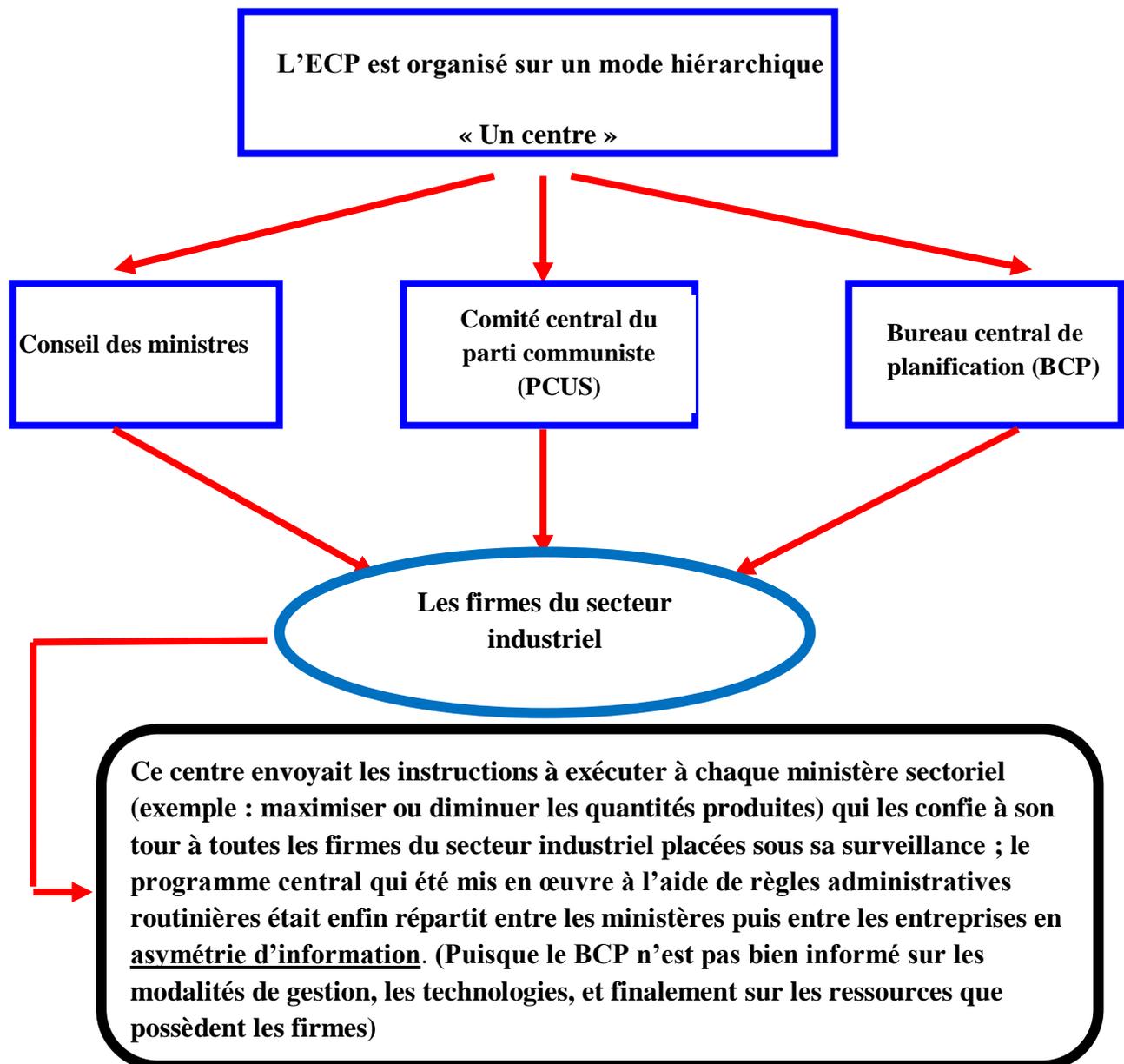
Contrairement à l'économie de marché où la coordination était horizontale et se faisait à travers des contrats entre agents sans l'intervention des organes judiciaires et administratifs sauf dans le cas de litiges (tribunaux), de non application des lois ou leur infraction. La hiérarchie quant à elle était interne à l'entreprise.

---

<sup>1</sup> Andreff Wladimir « économie de la transition, la transformation des économies planifiées en économie de marché » édition bréal 2007, p202.

**Figure1-1): le fonctionnement de l'économie socialiste**

\*\*Le schéma suivant illustre la manière dont l'ECP fonctionnait auparavant :



**Source** : réalisé par nos propres soins à partir des travaux d'Andreff Wladimir, ouvrage, « économie de la transition, la transformation des économies planifiées en économie de marché » édition bréal 2007

Dans cette lignée des choses, les objectifs et prévisions des entreprises pourront être incompatibles et souvent irréalisable vue que le plan national favorisait certaines branches prioritaires au détriment des autres objectifs de production non prioritaires alors que les

produits de cette dernière étaient indispensables car ils constituent les intrants dans la production des produits prioritaires.

Suite à cette négligence, ces produits étaient en rupture ou en d'autres termes en pénurie<sup>1</sup> au sens de Kornai János, l'une des caractéristiques de l'économie centralement planifiée.

Dans cette économie de pénurie, les entreprises qui étaient contraintes par les ressources subissaient au même moment une contrainte lâche qui pesait sur elles.

Cette contrainte s'exprime par le fait que ces firmes qui avaient la volonté d'atteindre leurs objectifs pouvaient en fin de compte dépenser plus que le budget qui leur est assigné, en obtenant des subventions supplémentaires et gratuites de fonds provenant de l'Etat, des crédits même si elles sont insolvables et ne payent pas l'impôt. Cette contrainte lâche favorisait le « *paternalisme<sup>2</sup> de l'Etat* » vis-à-vis de ses entreprises.

Mais malgré toutes ces tentatives de la part de l'Etat, cela était insuffisant. Les entreprises recouraient à d'autres alternatives et moyens<sup>3</sup> pour être sûres qu'elles ne tomberont pas dans une pénurie chronique et finalement survivre.

❖ Pour Andreff Wladimir<sup>4</sup> ces solutions se résument comme suit :

- donner de fausses informations au BCP
- se procurer des intrants qui sont en pénurie de la part des entreprises qui les possèdent et développer des relations d'échange entre eux sans que l'Etat ne le sache.
- constituer des réserves d'intrants non déclarés au BCP<sup>5</sup>.
- créer des usines pour produire (hors plan) les matières premières en pénurie
- recourir aux marchés parallèles.

---

<sup>1</sup> Cette pénurie se définit comme le manque d'approvisionnement en ressources indispensables pour la production des biens prioritaires.

<sup>2</sup> Son laxisme

<sup>3</sup> Ces moyens peuvent être peu conventionnels comme le recours à des activités informelles ou illégales

<sup>4</sup> Andreff Wladimir, 2007, op, cite ; p12.

<sup>5</sup> A titre d'exemple : dire aux administrations centrales qui leur procurent les intrants qu'ils les ont tous utilisés pour la production d'un quelconque produit ou marchandise alors qu'ils gardent une partie de ces intrants en réserve mais ils ne les déclarent pas.

## 2) Les thèses qui plaident pour le capitalisme :

Les adeptes du capitalisme ont eux aussi considéré le capitalisme comme étant le système par excellence qui va permettre de coordonner les activités de façon efficace et efficiente.

Ce système se basait sur la propriété privée<sup>1</sup>, et l'allocation des ressources se faisait à travers le marché grâce à une concurrence pure et parfaite qui va permettre aux entreprises d'être de plus en plus autonomes, indépendantes, productives ce qui va leur faciliter la tâche pour réaliser des gains supérieurs à ceux qu'elles peuvent obtenir en économie socialiste, Pour eux, le capitalisme pouvait à tout moment améliorer le niveau de vie de la population car il favorise l'équité dans toutes les sphères économique-sociales et permet aux salariés de percevoir des revenus relatifs à leurs efforts productifs<sup>2</sup>

Pour cela, le socialisme était jugé par les capitalistes comme étant un système inefficent, irrationnel qui nuit aux bases institutionnelles, intellectuelles d'une économie saine et qui conteste la liberté économique et politique, etc.

En effet nous pouvons éclairer beaucoup plus les caractéristiques des deux systèmes en recourant aux travaux élaborés par Bernard Chavance, 1999

**Tableau 2-1) : visions contrastées des deux systèmes à partir de valeurs analogues**

Le bon système (capitalisme ou socialisme)	Le mauvais système (capitalisme ou socialisme)
-rationalité et efficience globale -possibilité d'une croissance soutenue et prolongée. -justice sociale éventuellement réalisée -développement économique et modernisation pour les retardataires	-irrationalité et gaspillages -instabilité. -distribution inégale de la richesse et du revenu ou du pouvoir -obstacle à un développement authentique, dépendance vis-à-vis d'une ou plusieurs grandes puissances. <sup>3</sup>

**Source :** Chavance Bernard, 1999, op, cite ; p2.

<sup>1</sup> Puisqu'il favorise l'entrepreneuriat

<sup>2</sup> Bernard chavance « le conflit historique du socialisme et du capitalisme et la transformation postsocialiste », deuxième session de la CNUCED, table ronde de haut niveau sur le commerce et le développement : orientations pour le XXIème siècle, 13 decembre 1999, p1 sur <http://unctad.org/fr/docs/uxtdxrt1d3fr.pdf>

<sup>3</sup> Ou en d'autres termes, un pays qui domine un autre

**Tableau 3-1) : les deux grands systèmes historiques**

--Le tableau suivant illustre les similitudes et différences entre les deux systèmes

<b>Caractéristiques générales Communes</b>	<b>capitalisme</b>	<b>socialisme</b>
		Division de travail, système basé sur le salariat.
<b>Régime politique</b>	Divers (démocratique ou autoritaire)	Régime du parti unique basé sur l'idéologie marxiste-léniniste (dictature)
<b>Formes dominantes de propriété et de coordination</b>	Propriété privée Coordination par le marché	Propriété étatique
<b>Type de déséquilibre structurel</b>	Economie de surplus (système contraint par la demande)	Economie de pénurie (système contraint par les ressources)
<b>Tendance dominante dans le domaine d'emploi</b>	Sous emploi	Pénurie de main d'œuvre
<b>Régime d'accumulation</b>	Divers : extensif, intensif, mixte	Essentiellement extensif
<b>Stabilité des prix</b>	Généralement faible	Généralement forte
<b>Changement technologique</b>	Généralement rapide, endogène	Généralement retardataire, souvent imitatif
<b>Degré de sécurité sociale pour les salariés</b>	Généralement faible, tend à s'améliorer historiquement	Généralement élevé
<b>Distribution du revenu</b>	inégale	Assez égalitaire (pour les revenus officiels)
<b>Relation entre l'économie nationale et l'économie internationale</b>	Généralement forte	Généralement limitée

**Source :** Bernard Chavance, 1999, op. cit. ; p3.

## 2-2) L'état des économies socialistes avant de transiter vers une économie de marché :

Avant de pouvoir procéder à l'analyse de la dislocation des régimes socialistes et l'exigence de leur transition vers une économie de marché, nous avons vu qu'il était primordial de faire une synthèse concernant l'évolution de l'économie socialiste avant de procéder à des changements institutionnels, organisationnels et enfin systémique<sup>1</sup> aussi important.

Nous tenterons aussi de faire une comparaison entre deux systèmes rivaux (socialisme et capitalisme) en clarifiant les aspects, difficultés de chacun et cela pour mieux comprendre et analyser le processus de transition.

### A) L'économie socialiste au milieu des années 1970 :

Depuis 1970, les pays de l'Europe de l'est et de l'ex URSS enregistrent un recul au niveau de leur croissance économique et une stagnation du niveau de développement qui était faible comparé à celui des pays de l'occident. A cette période, les pays socialistes ont cherché à introduire des nouveautés pour éliminer les imperfections immanentes à la planification centralisée, mais cela a échoué et a été beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait l'air.

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev est arrivé au pouvoir et a été désigné président du parti communiste de l'union soviétique (PCUS), juste après, l'URSS achève son onzième plan quinquennal. Cette période était marquée par une diminution de la croissance par rapport à leurs prévisions. En conséquence ; la stagnation du niveau du produit matériel net (PMN)<sup>2</sup> ne faisait qu'accroître de plus en plus pour atteindre 3.2% comparé aux prévisions (l'état avait prévu un taux de croissance du PMN de 3.5%), Encore une fois la stagnation subsistait, comme nous pouvons le remarquer dans le tableau ci-dessous.

-Encore faut-il signaler que cette stagnation a été suivie par une chute drastique dans la production du pétrole jugé comme étant la source principale des recettes en devises (l'exportation vers les pays occidentaux).

---

<sup>1</sup> Avant l'effondrement du socialisme et la transition à l'économie de marché.

<sup>2</sup> PMN est l'agrégat de référence de la comptabilité nationale des pays socialistes qui prend en compte que la production industrielle brut nationale comparé au PIB qui prend en compte la valeur ajoutée et inclut les services.

Ce recul n'a pas été anticipé par les planificateurs. Le même constat se présente quant aux pays partenaires du CAEM<sup>1</sup> qui ont connu eux aussi une croissance en déclin et qui n'a pas pu être maîtrisée.

**Tableau 4-1): Les cycles de croissance dans les économies socialistes : taux de croissance annuels moyens du revenu national en %.**

<b>Bulgarie</b>	1957-59 <b>14.0</b>	1960-63 <b>-6.0</b>	1964-67 <b>9.1</b>	1968-71 <b>-7.4</b>	1972-75 <b>8.3</b>	1976-81 <b>-6.4</b>	1981-85 <b>-3.5</b>	1986-87 <b>-5.2</b>
<b>Hongrie</b>	1954-56 <b>-2.0</b>	1957-60 <b>11.0</b>	1961-65 <b>-5.4</b>	1966-69 <b>7.2</b>	1970-74 <b>6.2</b>	1975-78 <b>-5.0</b>	1979-85 <b>-0.9</b>	1986-88 <b>-1.6</b>
<b>Pologne</b>	1954-57 <b>-9.1</b>	1958-63 <b>-5.4</b>	1964-68 <b>7.1</b>	1969-70 <b>8.7</b>	1971-75 <b>9.8</b>	1976-78 <b>-4.9</b>	1979-82 <b>-6.5</b>	1983-85 <b>4.4</b>
<b>RDA<sup>2</sup></b>	1953-56 <b>-6.7</b>	1957-59 <b>8.7</b>	1960-63 <b>-2.2</b>	1964-68 <b>5.0</b>	1970-75 <b>6.7</b>	1976-86 <b>-4.4</b>	1987-88 <b>-3.3</b>	
<b>Roumanie</b>	1954-56 <b>-5.0</b>	1957-59 <b>10.6</b>	1960-62 <b>-7.0</b>	1963-66 <b>10.5</b>	1967-70 <b>7.0</b>	1971-76 <b>11.5</b>	1977-79 <b>-7.7</b>	1980-84 <b>-4.8</b>
<b>URSS</b>	1952-53 <b>-8.2</b>	1954-56 <b>11.6</b>	1957-63 <b>-6.0</b>	1964-68 <b>8.2</b>	1969-72 <b>-0.5</b>	1974-78 <b>-5.0</b>	1979-88 <b>3.3</b>	

**Source :** Grzegorz Kolodko, « stabilisation, récession et croissance dans les économies postsocialistes », N° 51, dans *économie prospective internationale*, p73 sur [http://www.cepii.net/IE/PDF/EI\\_51-5.pdf](http://www.cepii.net/IE/PDF/EI_51-5.pdf)

Nous pouvons remarquer concernant l'évolution de la croissance dans ce tableau, que cette dernière a été affaiblie vers la fin des années 1980 accompagnée d'une stagnation et une inflation.

Dans la même période l'URSS ne parvenait pas à rattraper l'occident et dépasser les Etats Unis comme l'avait prédit *Khroutchev* deux décennies au part avant, bien au contraire des résultats inattendus ont été observés notamment concernant l'écart du niveau de vie et le sous développement des pays par rapport aux pays capitalistes mais aussi une augmentation de la pénurie et un approfondissement du déséquilibre extérieur (*Kolodko, 2002*).

<sup>1</sup> Créé en janvier 1949, le CAEM (Conseil d'Assistance Économique Mutuelle, COMECON en anglais) organisait les échanges entre l'URSS, les pays de l'Est et quelques autres pays communistes.

<sup>2</sup> RDA : république démocratique allemande

a) La recherche de solutions internes :

De nombreux essais ont été envisagés puis effectués pour faire face aux problèmes de croissance économiques et cela après l'arrivée de *Gorbatchev* le 11 mars 1985<sup>1</sup> au pouvoir.

Dans la volonté de minimiser la stagnation et le ralentissement de la croissance économique, *Gorbatchev* entrevoit et lance un programme de réformes ayant pour but la promotion et le développement de l'investissement entre (1986-1990). Cette stratégie sous le nom de « Uskorienie » (accélération) allait de pair avec celle de la « Mobilizatsia »<sup>2</sup>(mobilisation) de la société autour des valeurs du socialisme mais avec une intervention de l'Etat dans la sphère économique et sociale. En plus de ces réformes, *Gorbatchev* entreprend un autre chemin, ou il lance un autre programme qui fusionne entre deux catégories de réformes.

La première sous l'appellation de « *perestroïka* », un volet économique qui a pour cible la « restructuration », associé aux réformes politiques nommées « *glasnot* », qui veut dire la transparence.

La « *perestroïka* » devait faciliter la tâche aux entreprises en leur permettant d'être indépendantes et beaucoup plus autonomes qu'au par avant en matière de prise de décision dans le choix d'une quelconque production<sup>3</sup>, les méthodes de gestion, le choix des fournisseurs et des clients, d'investissement.

*Gorbatchev* convoitait à travers la mise en œuvre de ces réformes d'instaurer une économie mixte<sup>4</sup> mais cette tentative échoue et aboutit au coup d'état de 1991, qui signe l'arrêt de mort de l'URSS.

---

<sup>1</sup> Olivier Vial, Inès Charles-Lavauzelle, **ouvrage**, « le mur de Berlin n'est pas tombé tout seul », union nationale interuniversitaire (UNI), centre d'études et des recherches de l'UNI (CERU), p82.

<sup>2</sup> Gerard Mild, « économie de la transition », CEPII, Document de travail n° 2001-08.p 20. Valable sur <http://www.cepii.fr/francgraph/doctravail/pdf/2001/dt01-08.pdf>

<sup>3</sup> Ou en matière d'augmentation et/ou diminution du niveau de production.

<sup>4</sup> Combinaison entre le socialisme et le capitalisme souvent appelée aussi « socialisme de marché » ou un « système sui generis ».

### 3) L'arrêt de mort de l'URSS et la nécessité de transition des anciennes économies socialistes au capitalisme :

#### 3-1) L'effondrement des régimes socialistes :

La planification centrale qui a longtemps exercé sa prédominance sur un bon nombre de pays a rencontré ses propres limites vers la fin des années 1990.

Du fait du paternalisme de l'Etat qui accordait des subventions et crédits aux entreprises malgré leur insolvabilité, et le manque de contrôle, la pénurie chronique ; cette économie avait connu une détérioration de la situation économique à travers l'enregistrement des taux de croissance très faible par rapport aux années cinquante, soixante<sup>1</sup> ainsi qu'une accumulation des crises et des déséquilibres macroéconomiques (des taux de chômage et d'inflation élevés, une augmentation des dettes extérieures) suivi par d'autres événements qui ont déclenché la chute du mur de Berlin pour signer à la fin l'arrêt de mort de l'URSS une bonne fois pour toute.

De nombreux auteurs admettent que cette économie qui se basait sur la recherche et l'accomplissement d'une croissance extensive<sup>2</sup> était la source principale de graves obstacles à tout développement d'un Etat du fait qu'elle entravait toute sorte de changement technologique, organisationnel et enfin institutionnel. Ce système a causé beaucoup plus de problèmes qu'il en a résolus.

Pour cela, il devait être dépassé à tout prix vers l'horizon invincible qu'est le capitalisme, considéré comme étant un moyen de rectification<sup>3</sup> et un système alternatif au socialisme logiquement concevable et réalisable<sup>4</sup> qui pouvait y faire face aux handicaps de l'économie planifiée.

---

<sup>1</sup> Comme nous l'avons évoqué dans les pages précédentes

<sup>2</sup> L'une des caractéristiques de l'économie socialiste, en effet les gouvernements socialistes cherchaient l'augmentation des facteurs de production au lieu d'améliorer la productivité de ces mêmes facteurs (croissance intensive)

<sup>3</sup> Dans le fonctionnement de l'économie socialiste, les prix étaient fixés à travers un système national ce qui a causé de graves problèmes liés au fait que ce système opacifie la signification réelle des agrégats macroéconomiques et rendait difficile l'évaluation avec justesse dans le temps et dans l'espace les performances réelles.

<sup>4</sup> Ramine Motamed-Nejad « Approches de la transition et nature des économies postsocialistes » In: Revue d'études comparatives. Est-Ouest. Volume 30, 1999, N°2-3. Les économies postsocialistes: une décennie de transformation, p34. Sur [www.persee.fr](http://www.persee.fr)

a) La chute du mur de Berlin :

✚ Les événements déclencheurs la chute du mur : plusieurs faits ont précédé cette chute et si l'on peut dire ont engendré ou du moins accéléré l'effondrement du bloc socialiste.

Nous les énumérons de la manière suivante :

- ❖ Le 10 septembre 1989, le parti communiste hongrois et pour des raisons idéologiques et financières avait ouvert ses frontières avec l'Autriche<sup>1</sup>.
- ❖ Le 16 octobre, le parlement hongrois a autorisé les élections multipartites.
- ❖ Le 30 octobre de la même année, la situation de la république démocratique Allemande. (RDA) devient mince et moins avantageuse, celle-ci recourait vers la faillite surtout après que Gorbatchev refuse de lui accorder d'autres aides.
- ❖ Le 4 novembre des manifestations<sup>2</sup> prodigieuses envahissaient tout le pays en entraînant le 7 novembre la démission du « *politburo* ». <sup>3</sup>

Tous ces événements ont favorisé la chute du mur de Berlin qu'a été annoncé par le journal télévisé le jeudi 9 novembre 1989 à 20heure. Dans cette nuit là, « le mur de la honte » s'est effondré en entraînant avec lui la dissolution du bloc communiste (décembre 1991) et l'achèvement de la guerre froide après cinquante ans de dictature socialiste<sup>4</sup>.

Cette chute s'est suivi par une ouverture des frontières, les allemands de l'Est ont pu immédiatement joindre l'Allemagne de l'Ouest.

3-2) Vers une nouvelle orthodoxie et branche de développement : l'économie de transition comme un changement institutionnel

Alors que certains pays se développaient rapidement ou du moins tentaient de rattraper leurs voisins au plus vite possible pour franchir la ligne d'arrivée, d'autres étaient ont marge et pouvaient à peine franchir la ligne de départ à cause des résultats médiocres qu'ils ont obtenus

---

<sup>1</sup> Car la remise en place des 246 KM de barbelés entre la Hongrie et l'Autriche allait leur coûter très cher.

<sup>2</sup> Olivier Vial, Inès Charles-Lavauzelle, op, cite ; p83

<sup>3</sup> Politburo était le premier conseil (organe suprême) du comité central du parti communiste de l'union soviétique (PCUS)

<sup>4</sup> Michel Meyer, **ouvrage**, « histoire secrète de la chute du mur de Berlin », Aout 2009, édition Odile Jacob, P7.

en matière de croissance économique, un ralentissement du niveau de vie, l'accroissement des inégalités, une pauvreté accrue, des niveaux de revenus de plus en plus faibles, une absence de compétitivité, (Lyazid Kichou, Christian Palloix, 2010) et cela est due à l'inefficacité et les faiblesses des stratégies de développement des années 1860-1980 amorcées par ces pays et leur échec ce qui nécessitait le recours à d'autres alternatives pour y remédier à la situation.

C'est dans de telles circonstances, qu'un nouveau champ disciplinaire ou en d'autres termes, un nouveau projet de développement a été lancé à partir des années 1990 et cela sous la pression des institutions financières internationales (IFI). Cette science se nomme « *l'économie ou la doctrine de transition* »

Cette discipline qui fait partie de la nouvelle économie de développement soulignait l'importance des mécanismes de marché<sup>1</sup> et des grands équilibres macroéconomique par opposition aux théories de développement des années cinquante qui avaient mis l'accent sur les transformations structurelles et le rôle majeur de l'état<sup>2</sup>.

A ce moment là, l'économie planifiée n'existait plus même dans les pays encore considéré comme socialiste tels que la Chine et le Vietnam, ainsi le processus de transformation postsocialiste a progressé de manière significative<sup>3</sup> en allant des mécanismes de l'Etat interventionniste vers les mécanismes axés sur le marché et la libre concurrence.

Parallèlement, environ 30 pays d'Europe Orientale, l'Ex-union Soviétique et en Asie ont été impliqué dans de vaste changements systémiques, institutionnels et organisationnels<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Eric Berr et François Combarrous « L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique », p2

<sup>2</sup> Abdelhamid Merad Boudia, **ouvrage** « Economie du développement: Une perspective historique », éditions l'HARMATTAN, 2012, p10

<sup>3</sup> Grzegorz W. Kolodko "Ten Years of Postsocialist Transition: Lessons for Policy Reform", Journal for Institutional Innovation, Development and Transition Vol. 4, 2000, p1 sur <http://www.tiger.edu.pl>

<sup>4</sup> Bernard Chavance « formal and informal institutional change, the experience of postsocialist transformation »The European Journal of Comparative Economics, Vol. 5, 2008, p87. Sur <http://eaces.liuc.it/18242979200801/182429792008050103.pdf>

3-2-1) La transitologie :

Le questionnement sur la transition d'un système vers un autre s'est posé pour la première fois dans l'histoire économique au XXème siècle, pour analyser la transition du capitalisme au socialisme et la formation de l'URSS, mais dans notre travail nous sommes particulièrement intéressés à la transition inverse c'est-à-dire du socialisme au capitalisme<sup>1</sup>, à la dissolution de l'ancien bloc soviétique et l'avènement d'un nouvel ordre du jour.

En effet, la « *transitologie* » est une discipline qui se situe dans la frontière entre les sciences politiques, économiques et sociales.

Elle implique une dissolution de l'ancienne logique ou régime existant dominant<sup>2</sup> et une déconnexion de ses rapports primordiaux, pour transiter vers un autre régime à travers une affirmation de la nouvelle logique que nous pouvons l'identifier par l'entrée dans le capitalisme<sup>3</sup>.

Ces deux moments<sup>4</sup> sont particulièrement liés, car l'instauration du nouveau régime (capitalisme) dépend en large mesure des conditions de dislocation de l'ancienne logique (socialisme) ; aussi faut-il ajouter que la dissolution de l'ancien régime ne peut pas à elle seule favoriser l'apparition du nouveau ou promouvoir sa restructuration et son développement.

Ce processus de transition s'opère sur deux niveaux. Il suppose en premier lieu un changement dans les procédures politiques existantes, c'est-à-dire les efforts fournis par les réformateurs pour substituer au régime autoritaire existant un autre de plus en plus opérationnel, efficient qui se base sur la démocratie.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Dont on a commencé à parler à partir des années 1990

<sup>2</sup> C'est à dire la sortie du socialisme

<sup>3</sup> Ramine Motamed Nejad, op, cite; p40.

<sup>4</sup> Le premier moment est la sortie du socialisme, et le deuxième l'entrée au capitalisme.

<sup>5</sup> Altynay Abdieva Schuet « Les couts sociaux de la transition, une analyse comparative entre le Kirghizistan et l'Ouzbekistan (1991-2001) », études courtes N°8, Novembre 2005, p19 sur <http://graduateinstitute.ch>

En deuxième lieu, les transformations économiques impliquent le chemin poursuivi par un pays pour instaurer une économie de marché fonctionnelle où la concurrence est pure et parfaite.

Ainsi, la corrélation<sup>1</sup> entre les deux réformes (économiques et politiques) est très difficile et prend du temps surtout en cas d'absence de règles stables et claires car cela va favoriser la polarisation des jeux politiques et l'affirmation de leur pouvoir, entraver toute sorte d'intégration et de développement, et accroître finalement la probabilité de commettre des erreurs durant cet intervalle ce qui enfermerait un quelconque pays dans une trajectoire donnée et le verrouille dans un cercle vicieux de sous développement.

Le défi est donc d'identifier les vecteurs de ce double processus de changement à savoir une mise en place des institutions économiques, suivi par le développement des réformes de la politique sociale<sup>2</sup> pour en finir en dernier lieu avec les réformes politiques

### 3-2-2) Classement des économies en transition<sup>3</sup>

Avant de classer les pays en transition, nous devons tout de même les définir et cela en recourant aux travaux des institutions financières internationales tel que le fond monétaire international (FMI).

Cependant, dans un rapport qui a été élaboré en 2000 sur le progrès des économies en transition, le FMI définit les économies en transition de la manière suivante :

*« Les pays en transition sont ceux qui ont décidé d'abandonner la planification centrale comme mode d'organisation économique pour s'orienter vers un système axé sur le Marché dans lequel la propriété privée des moyens de production occupe une place importante.<sup>4</sup> »*

#### \*\*Pays en transition d'Europe et de l'ex-Union soviétique :

<sup>1</sup> Altynay Abdieva Schuet, op, cite; p 20.

<sup>2</sup> Une politique sociale désigne la meilleure façon ou méthode qu'entreprend l'état pour aboutir à une croissance favorable et au développement à travers la solidarité, protection sociale, l'investissement dans la santé, l'éducation, avoir de meilleurs droits de travail,...

<sup>3</sup> FMI, « Perspectives et progrès des économies en transition : le point de vue du FMI By IMF Staff », 3 novembre 2000 sur [http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/110300f.htm#P43\\_2202](http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/110300f.htm#P43_2202)

<sup>4</sup> FMI, **ouvrage**, études économiques et financières du FMI « perspectives de l'économie mondiale, octobre 2000 : le point sur les économies en transition », p102.